



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0030818
Bénéficiaire :	89027857500018 GEODEMAT
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	89027857500018
Raison sociale :	GEODEMAT
Adresse :	75008 Paris



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP09 - Axe prioritaire : Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie / OT13 - Objectif thématique : Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie / PI13i - Priorité d'investissement : Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie / AP09-OT13-PI13i-OSc1 - Objectif spécifique : Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	GEODEMAT - Diffusion au citoyen de la documentation cadastrale numérisée
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	REGION SUD - Départements visés : Alpes de Hautes Provence, Hautes Alpes, Alpes Maritimes, Bouches du Rhône, Var, Vaucluse. Nombre de communes : 946
Zone(s) :	
Type	Libellé
Région INSEE	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/05/2021
Référence de l'appel à projet	N° : AP-2021-FEDER REACT EU - Accompagner l'essor des territoires intelligents

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
Comité régional de programmation en consultation écrite du 8 avril 2022	Décisionnel	Dématérialisé	08/04/2022	

Description de l'opération
L'Ordre des Géomètres-Experts (OGE) est une personne morale de droit privé instituée par la loi 46-942 du 7 mai 1946 placée sous tutelle du Ministère en charge de l'urbanisme. Déléataire d'une mission de service public de régulation de la profession, l'OGE a vocation à représenter la profession auprès des pouvoirs publics, à veiller à la discipline, et à s'assurer de



la qualité de service fourni aux citoyens notamment en matière de définitions de leurs limites de propriété essentiellement par voie de bornage contradictoire.

Au fil du temps, les géomètres-experts interviennent directement pour renouveler tout ou partie des plans cadastraux via des procédures d'Aménagements Fonciers Agricoles, Forestiers et Environnementaux (AFAFE) - ex-remembrements -. La géométrie du plan cadastral s'en trouve alors considérablement améliorée avec pour résultat une matérialisation pérenne et opposable des limites de propriété. Dans le même esprit de « modernisation » du plan cadastral, la profession a assisté depuis son origine les services de la DGFIP dans ses travaux de réorganisations foncières et de remaniements.

Cette documentation cadastrale, « mémoire du foncier » par excellence, souffre à ce jour d'être accessible uniquement au format papier et d'être dispersée dans les CDIF sur l'ensemble du territoire.

Pour se renseigner sur l'origine de sa/ses parcelle(s) cadastrale(s), le citoyen doit actuellement « enquêter » lui-même en se rendant personnellement et physiquement au(x) service(s) du cadastre dont dépendent ses parcelles ; soit autant de lieux où sont stockés les documents. L'ensemble de la documentation à consulter CA / DMPC / Modèles 40 / plans d'AFAFE remembrement / plans de remaniement est encore très largement disponible, exclusivement sur supports physiques. L'âge des documents (jusqu'à 90 ans) laisse craindre à moyen terme des pertes irrévocables d'informations (écritures à l'encre ou au crayon de bois qui s'estompent, calques qui deviennent cassant...). Par ailleurs, cette documentation est très inconfortable à consulter et à manipuler du fait de la grande diversité de supports et de formats utilisés (A4 / A3 / A0 / Grand Aigle / rouleaux...).

Conscient de l'enjeu de préserver cette base de connaissance, l'Ordre des Géomètres-experts a lancé sur ses fonds propres en 2010 un portail Géofoncier à l'usage exclusif des géomètres-experts et en 2011, une version web grand public dudit portail (www.geofoncier.fr). Ce portail grand public a pour vocation d'informer les propriétaires fonciers, les administrations de l'État, les professionnels du foncier (notaire, agent immobilier...) et plus largement tout citoyen intéressé à la connaissance de ses limites foncières et de l'existence de travaux fonciers effectués par la profession. Cette initiative saluée par son ministère de tutelle s'inscrit pleinement dans les objectifs portés par la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) qui s'applique en particulier aux « parcelles cadastrales » telle que mentionnées dans son annexe 1.

En 2020, le portail Géofoncier centralise les métadonnées de près de 5 000 000 d'interventions foncières et permet au grand public de visualiser le Référentiel Foncier Unifié (RFU) créé à l'initiative de la profession dont l'objet est de représenter explicitement des limites de propriété « géométriquement exactes » (géoréférencement centimétrique) et « juridiquement opposables » (entérinées par des procès-verbaux de bornage).

C'est dans ce contexte qu'il est proposé en lien avec les services de la DGFIP de mettre en place une opération visant à rendre librement accessible dans le portail Géofoncier l'ensemble de la documentation cadastrale dématérialisée pour en garantir la pérennité et faciliter l'accès de la donnée aux usagers.

Cette opération vient s'inscrire dans une démarche nationale d'ouverture, de partage et d'enrichissement de ces informations publiques à destination et avec l'ensemble des acteurs de l'aménagement et du cadre de vie, tout en veillant à la souveraineté des informations fournies. Cette opération sera menée spécifiquement par la SEP GEODEMAT, filiale de l'Ordre des géomètres experts, créée spécifiquement pour mener cette opération.

Objectifs recherchés :

Les objectifs portés par la démarche de l'Ordre des géomètres expert via la Société en participation GEODEMAT sont d'envergure nationale. Toutefois, le présent projet est présenté uniquement pour la Région Sud, dans le cadre d'un allotissement régional.

Ce projet est en directe ligne avec l'objectif thématique 13 visé par la Région Sud dans le cadre de l'appel à projets React-EU, qui cible deux enjeux stratégiques d'aménagement numérique, à savoir :

- Assurer la maîtrise des données et des réseaux par les acteurs publics, afin de garantir leur souveraineté et de veiller à la sécurité des personnes et des systèmes ;
- Mobiliser le potentiel du numérique au service de la modernisation de l'action publique, l'économie, l'emploi et la transition énergétique et environnementale.

Le projet porté par la SEP GEODEMAT est en phase avec la vue régionale selon laquelle, la donnée (data) constitue un socle au fondement même de la notion de « territoires intelligents » : le respect des principes d'architecture ouverte, de standardisation, de mutualisation, de maîtrise, de sécurisation et de protection des données personnelles est impératif pour



garantir la performance et la pérennité dans le temps des services numériques développés tout en levant les éventuelles réticences des usagers. Une vision intégrée et globale de l'architecture du système numérique, à l'échelle du territoire concerné, est donc nécessaire pour assurer la pérennité des déploiements.

C'est d'ailleurs dans cette logique que le projet a été conçu, à travers la numérisation des données qui seront mis à disposition sur la plateforme Geofoncier, souhaitant ainsi appuyer la Région Sud dans son objectif de bâtir des territoires intelligents. Le but du projet est de permettre une meilleure accessibilité de données publiques aux usagers, en ayant recours aux technologies numériques.

Ainsi, GEODEMAT avec ce projet souhaite contribuer une amélioration de la gestion de la relation usager (GRU) en Région Sud.

Plus précisément, GEODEMAT s'est fixé 4 grands objectifs, afin de parvenir à son but global d'apporter sa contribution à l'optimisation des services publics pour les usagers et la pleine souveraineté et durabilité de ces données pour les administrations publiques.

Ces objectifs sont les suivants :

Objectif 1 : Assurer la pérennité et la sauvegarde de la documentation cadastrale par la dématérialisation complète des CA / DMPC / Modèle 40 / plans d'AFAGE remembrement / plans de remaniement détenus dans les CDIF.

- Parce que les documents s'altèrent avec le temps (estompage des encres, dégradation mécanique des supports en particulier).
- Parce que cette documentation est éparpillée sur différents sites et souffre de conditions de stockage très diverses (une fois numérisés, les documents pourraient dès lors être transférés aux Archives Départementales).
- Parce que les conditions matérielles d'accès aux documents sont hétérogènes d'un site à l'autre (conditions d'accueil du public fonction de la disposition et de l'agencement des locaux).

Objectif 2 : Garantir l'accès libre à cette documentation à partir du portail web grand public Géofoncier.

- Parce que le développement de l'économie numérique commande un accès en temps réel aux informations foncières.
- Parce que cet objectif est porté par la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil dite « INSPIRE ».
- Parce que cet objectif induit un effet positif sur l'environnement en réduisant les déplacements sur site et les impressions, sur support papier, des documents.

Objectif 3 : Constituer une « généalogie des parcelles » par la saisie des cahiers communaux dits « Modèles 40 » pour tracer l'évolution des parcelles cadastrales depuis 1956.

- Parce que la nécessité d'exploiter la traçabilité des mutations parcellaires est manifeste pour, d'une part permettre au grand public de retrouver la localisation de parcelles disparues et, d'autre part prévenir toute erreur d'identification ou d'omission de parcelles cadastrales dans les actes fonciers (par une concordance parcellaire dans les actes notariés en particulier).
- Parce que la visualisation de la morphologie des parcelles cadastrales au cours du temps participe par exemple à la compréhension des enjeux de consommation foncière des territoires.

Objectif 4 : Contribuer à la modernisation du Service Public de la conservation cadastrale.

- Parce que la publication de la documentation cadastrale sur le portail Géofoncier améliorera considérablement le « porté à connaissance » de l'existence des mutations parcellaires, notamment par une géolocalisation des CA / DMPC.
- Parce que la dématérialisation complète de la documentation cadastrale est un des maillons essentiels d'une « blockchain » de l'acte foncier, associant cinq acteurs clés : citoyens, géomètres-experts, DGFIP, notaires et SPF (services de la Publicité foncière).

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés de ce projet sont les suivants :

- o Sauvegarde du patrimoine vivant qu'est la documentation cadastrale ;
- o Pérennité de la précision géométrique du plan cadastral et réduction des contentieux liés aux limites de propriétés ;
- o Modernisation de la gestion de la documentation cadastrale par la dématérialisation et la mise au point d'un processus numérique ;
- o Accessibilité de la documentation via des outils web à tous les ayants droits dont les citoyens ;
- o Limitation des émissions de gaz à effet de serre (moins de déplacements pour accéder à la documentation) ;
- o Meilleure gestion et efficacité de l'action publique.



Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/02/2021	Fin : 31/12/2022
<ul style="list-style-type: none"> o Finalisation des conventions de numérisation entre les CDIF/PTGC et les conseils régionaux de l'OGE ; o Choix d'un Maître d'oeuvre pour la passation des marchés avec les prestataires et le contrôle des travaux (juillet 2021) ; o Consultation et choix des prestataires des Lots A et B) - entre juin et septembre 2021 ; o Contractualisation des prestataires des Lots A, B et C - septembre 2021 ; o Numérisation et anonymisation de la documentation cadastrale (prestation) - entre septembre 2021 jusqu'à la dématérialisation totale de toute la documentation - probablement 30/09/2022 suivant l'avancée des travaux ; o Réception des travaux et contrôles qualitatifs et quantitatifs des prestations de numérisation et d'anonymisation (au fur et à mesure des travaux) ; o Traitements des données pour la gestion des flux, la filiation et le téléchargement des données). - Entre septembre 2021 et jusqu'à fin 2022. ; o Contrôle qualité final des données et des prestations - à compter de septembre 2021 et jusqu'au 31/12/2022 ; o Publication continue - au fur et à mesure des livraisons validées - des données produites dans les lots A et B sur l'infrastructure Géofoncier : auto-indexation des fichiers PDF et géolocalisation des DMPC/CA ; lancement des algorithmes de reconstitution de généalogie des parcellaire. o Restitution des résultats de l'opération aux agents des CDIF par les géomètres-experts référents régionaux. o Communication large à tous les utilisateurs du portail et au grand public par un plan de communication régional et national. 		

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	18 000,00 €
Maîtrise d'oeuvre			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	11 200,00 €
Montage, suivi administratif et financier du projet - Accompagnement sur le suivi du projet			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	300 000,00 €
Numérisation, anonymisation et saisie à réaliser			
Total :			329 200,00 €

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



<i>Détails des ressources</i>								
<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			80,00	263 360,00			
Total co-financier				80,00	263 360,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				20,00	65 840,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	329 200,00	0,00	0,00	0,00



INSTRUCTION

Service instructeur :	Service FEDER	Avis du service instructeur :	Défavorable
------------------------------	---------------	--------------------------------------	-------------

Motivation du service instructeur :

GEODEMAT est une société en participation, dont le groupement est apparent, sans personnalité juridique. La société en participation (SEP) est un type de société particulier : les associés décident délibérément de ne pas la doter de la personnalité morale.

GEODEMAT est une société en participation régie par les articles 1871 à 1872-2 du Code civil, créée entre le Conseil Supérieur de l'Ordre des Géomètres-Experts, en sa qualité de maître d'ouvrage et les différents conseils régionaux de l'Ordre des Géomètres Experts, par contrat prenant effet le 24 juin 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 ; avec prolongation de plein droit d'année en année, sauf dénonciation faite par l'une quelconque des participantes à l'autre au moyen d'une simple lettre recommandée adressée 3 mois avant la fin de la période en cours. Bien que cette société ait été créée de manière apparente, elle ne dispose pas de la personnalité juridique.

A la lecture combinée des dispositions suivantes :

- du Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes (article 2.10) qui définit le bénéficiaire comme « un organisme public ou privé ou une personne physique, chargés du lancement ou du lancement et de la mise en œuvre des opérations, (...) » ;
 - du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses précise la définition du bénéficiaire en son article 2 : « 2° Bénéficiaire : une personne morale ou une personne physique, chargée du lancement ou du lancement et de la mise en œuvre des opérations conformément à l'article 2.10 du règlement général ; »
 - de l'article 2.4 Bénéficiaires ciblés de l'AAP FEDER REACT-EU Accompagner l'essor des territoires intelligents qui autorise « les entreprises qui prouvent l'inscription territoriale réelle de projets aboutissant à la délivrance d'un nouveau service numérique direct et avancé aux citoyens ou à la population en région. Mais exclut le montage en chef de file. »
- Dès lors, la SEP n'étant pas qualifiable de personne morale, GEODEMAT ne peut être éligible au présent appel à projets.

(Cf. saisine du Service de Sécurisation des fonds Européens AVIS n°17_01_2022 Faisant suite à la saisine SAIS 2021-26)

Le porteur de projet ne respectant pas l'un des critères d'éligibilité de l'appel et en application du chapitre 7.1 de l'appel (Le constat du non-respect d'un des critères d'éligibilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable), le projet reçoit un avis défavorable du Service Instructeur.

SYNTHESE :

#opération inéligible à l'Appel à projets#